

Croissance mondiale : résilience en 2012, accélération en 2013 sur fond d'incertitudes

Prévisions macro-économiques de l'assureur-crédit Euler Hermes

- **Croissance mondiale contenue à 2,6 % en 2012 et rebond à 3,1% en 2013.**
- **Croissance négative pour la zone euro en 2012, résilience dans le reste du monde.**
- **Trois risques majeurs: l'austérité excessive sans coordination, la résurgence des tensions financières, et la hausse du prix du pétrole.**

Paris, le 2 mai 2012 – En 2011, la croissance du PIB mondial est finalement ressortie à 2,9%, marquant une perte de vitesse significative par rapport à l'année précédente (4,3% en 2010). La plupart des principaux contributeurs à la croissance mondiale ont renoué avec leur niveau d'avant crise, à l'exception du Japon, du Royaume-Uni et, au sein de la zone euro, la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Italie.

L'économie mondiale devrait décélérer légèrement à 2,6% en 2012, avec une croissance positive dans toutes les régions, excepté en zone euro, avant d'accélérer à 3,1% en 2013 poussée par une amélioration des perspectives en Europe du Sud. L'évolution des tensions financières internationales, l'issue incertaine des programmes d'austérité européens ainsi que la volatilité des prix de l'énergie et, plus largement, des matières premières sont les trois facteurs majeurs susceptibles d'affecter cette dynamique.

*« 2012 est placé sous le signe de la résilience plutôt que sous celui d'une reprise franche de la croissance mondiale », souligne **Wilfried Verstraete, Président du Directoire d'Euler Hermes.** « Nous savons notamment qu'en raison de la décélération de la demande mondiale et donc de leurs exportations, les pays émergents ne sont pas en position de tirer la croissance mondiale comme ils l'ont fait en 2010. D'autre part, les économies développées sont loin d'être sorties de leurs difficultés. C'est le cas des États-Unis où la reprise reste molle et, bien sûr, de la zone euro qui peine à dénouer la crise des dettes souveraines, avec tout ce que cela implique d'incertitudes politiques et de répercussions sur la stabilité économique mondiale. »*

Europe: récession en zone euro, croissance fragile ailleurs

La zone euro devrait connaître un recul de PIB de l'ordre de **-0.3% en 2012** plombée par l'entrée en récession de deux des quatre principaux contributeurs (Italie à -1,2% ; Espagne à -1,3%) et le ralentissement des deux autres (France à 0,4%, Allemagne à 0,9%). Euler Hermes projette le retour de la zone à une croissance positive de l'ordre de **1% en 2013.** *« Les pays d'Europe du Sud décrochent du reste de l'Europe. Ils ont enclenché des politiques d'austérité qui, sans croissance, sont de véritables cercles vicieux, non seulement pour eux, mais pour les autres pays de la zone. Concernant la dette, la question est aujourd'hui de savoir si les États membres vont se tourner, pour des pays comme l'Espagne et l'Italie, vers une solution similaire à celle mise en œuvre pour la Grèce, et surtout si les marchés financiers sont à même d'absorber et de supporter une résolution par décote de la dette de ces pays », précise **Ludovic Subran, Chef économiste d'Euler Hermes.***

Le **Royaume-Uni** évolue sur des sables mouvants avec des moteurs de croissance très fragiles, aussi bien internes (faible demande domestique) qu'externes (contribution faiblement positive du commerce extérieur). En conséquence, les perspectives de croissance restent modestes : 0,5% en 2012 (contre 0,7% en 2011) et 1,3% en 2013.

Les pays **d'Europe centrale et orientale**, en particulier ceux faisant partie de l'Union européenne, devraient voir leur activité faiblir et faire baisser la moyenne de la zone de près de 1,5 point à 3% avant 3,5% en 2013. La Pologne et la Russie devraient tirer leur épingle du jeu, la première grâce à une demande intérieure dynamique, la deuxième grâce à ses exportations de matières premières.

Amériques : de réelles améliorations en dépit des faiblesses persistantes

La **reprise américaine** devrait se poursuivre grâce à une demande domestique relativement dynamique. La croissance est attendue à **2,0 % en 2012 et 2,1% en 2013**. Les risques sur cette dynamique restent néanmoins élevés sur le plan domestique eu égard à l'importance des dettes publiques et privées, des contraintes pesant sur la politique monétaire (risque d'hyper liquidité, résurgence des pressions inflationnistes).

En **Amérique latine**, la croissance du PIB régional devrait encore ralentir et s'établir à **3,3% en 2012** (contre 4,1% en 2011), affectée par la faiblesse des débouchés internationaux, des prix des matières premières non pétrolières, et le durcissement monétaire intervenu plus tôt, avant de repartir à la hausse à **3,7% en 2013**. Le Brésil devrait connaître une croissance de 3% en 2012, puis de 3,5% en 2013.

Asie : rebond du Japon grâce à la reconstruction, ralentissement de la Chine et de l'Inde

Le PIB du **Japon**, tiré par le processus de reconstruction faisant suite aux catastrophes de mars 2011, pourrait afficher un net rebond à 1,6% en 2012 (contre - 0,7% en 2011) avant de revenir à un tempo plus modéré à partir de 2013 (1,1%).

Si les niveaux de croissance de l'Inde et de la Chine restent bien supérieurs à ceux des pays occidentaux, leur croissance sera moins vigoureuse qu'en 2011. Sous réserve de relâchement de la politique monétaire, la croissance de la **Chine** devrait se maintenir autour de 8% en 2012 (contre 9,2% en 2011) et se relever à 8,5% en 2013, le PIB indien devrait progresser de 7% en 2012 (contre 7,5%) et de 8% en 2013. « *Les exportations de la Chine décélèrent mais devraient reprendre au deuxième semestre 2012, écartant la crainte d'un atterrissage brutal de l'économie chinoise. La Chine, grâce à ses réserves, dispose de solides capacités de financement et d'une marge de manœuvre considérable en termes de politique économique. Le pays a notamment la possibilité de rouvrir les vannes budgétaires pour de l'investissement public et pour soutenir la consommation domestique* », ajoute **Ludovic Subran**.

Trois risques majeurs : l'austérité excessive sans coordination, la résurgence des tensions financières, et la hausse du prix du pétrole

L'absence de coordination des politiques budgétaires et l'ampleur des ajustements fixés, alors même que les fondamentaux domestiques sont faibles (taux de chômage à 10% en moyenne en zone euro ; inflation élevée au-dessus de l'objectif BCE) augmentent le risque d'une spirale récessive au sein des économies européennes et d'un affaiblissement de la demande mondiale.

Une résurgence des pressions financières sera préjudiciable à la croissance, car elle limitera tout rebond de la demande. Un regain de tensions sur les dettes souveraines, entamera les efforts de consolidation déjà engagés en dégradant les perspectives de demande domestique, notamment via un resserrement du crédit. « *Les craintes concernant un éventuel 'credit crunch' en zone euro s'étaient apaisés sur le début de l'année. Cependant, l'évolution observée des taux d'intérêt sur la dette souveraine espagnole sur le mois d'avril ravive nos inquiétudes, les banques ayant justifié le resserrement du crédit observé sur la fin 2011 par la hausse du risque souverain* », explique **Mahamoud Islam, économiste zone Euro d'Euler Hermes**.

La possibilité d'une nouvelle hausse du prix du pétrole constitue un risque élevé de fragilisation de la demande, en particulier aux États-Unis et dans les économies européennes engagées dans l'austérité. Le prix du pétrole n'a cessé de s'apprécier depuis le début de l'année, passant au-dessus de la barre de 120\$ en mars, se rapprochant du pic de 2008 (133\$) et ce, en dépit de la faiblesse actuelle de la demande. Une nouvelle augmentation du brut aura un effet dépressif sur la demande en érodant des salaires déjà mal orientés et en contraignant les banques centrales à resserrer leurs politiques monétaires plus vite que prévu, évolution préjudiciable compte tenu de l'atonie du marché du crédit. « *La plupart des Etats sont importateurs nets de pétrole. Ils vont devoir trouver le financement public et privé pour faire face à une hausse brutale des prix. Certains pays, dont la France, commencent à penser à subventionner le prix des carburants à la pompe, une mesure problématique et potentiellement très coûteuse pour des économies fragilisées* », conclut **Ludovic Subran**.

Contact presse Groupe Euler Hermes

Bettina Sattler – +33 (0)1 40 70 81 41

bettina.sattler@eulerhermes.com**Contact Ogilvy**

Lorenzo Ricci – +33 (0)1 5367 1283

lorenzo.ricci@ogilvy.com

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance pour les échanges commerciaux. Avec plus de 6 000 salariés présents dans plus de 50 pays, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients et **a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,27 milliards d'euros en 2011.**

Euler Hermes a développé un réseau international de surveillance permettant d'analyser la stabilité financière de plus de 40 millions d'entreprises. Au 31 décembre 2011, le groupe garantissait pour 702 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde.

Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à Euronext Paris. Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's.

www.eulerhermes.com

Réserve : Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme " peut ", " va ", " devrait ", " s'attend à ", " projette ", " envisage ", " anticipe ", " évalue ", " estime ", " prévoit ", " potentiel " ou " continue ", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes. La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.